

d'avantage, ce qui a laissé supposer que les avantages viendraient plus tard. Un tel soupçon est peut-être indigne, mais il n'en est pas moins généralisé, et c'est ce que tout le monde avait à l'esprit en faisant la réflexion qu'il n'y aurait pas d'élections cette année. Je dois dire que si l'on refuse cette année un dégrèvement aux contribuables surtaxés, afin de leur en accorder plus tard, à la veille des élections, on agit de façon répréhensible; la population devrait en être indignée et l'on devrait changer d'attitude avant même que la Chambre ait adopté le budget.

Qu'on me permette d'examiner les chiffres. Le ministre compte pour cette année sur un excédent de 489 millions de dollars. L'an dernier il en avait escompté un de 190 millions, et il a expliqué qu'il y aurait une diminution de 110 millions si les trois provinces qui n'avaient pas conclu d'entente avec le gouvernement fédéral venaient à le faire. Voyons de nouveau les chiffres. L'an dernier, le ministre avait prévu un excédent de 190 millions et il avait accordé des dégrèvements représentant 160 millions. Cette année, il compte sur un surplus de 489 millions et accorde des abattements s'établissant à 60 millions en théorie mais à 40 millions seulement en pratique, puisque 20 millions portent sur la taxe d'amusements, ce qui signifie simplement que le contribuable versera cet impôt à un autre fisc.

Revenons à cet excédent de 489 millions. L'an dernier le surplus réel a dépassé les estimations par 460 millions. Le ministre avait prévu un excédent de 190 millions et en a obtenu un de 650 millions. Je ne prétends pas qu'il sera aussi élevé cette année en regard des estimations. Je ne le crois pas. Néanmoins, je suis convaincu qu'on use de la plus grande prudence en préparant le budget car on veut s'éviter le reproche d'avoir dressé des estimations trop élevées. Il est donc raisonnable de supposer que cet excédent de 489 millions peut atteindre 500 ou 600 millions ou même davantage, mais je n'entends pas insister sur ce point. Je présume que l'excédent s'établira en chiffres ronds à 500 millions. Si notre unique préoccupation devait être d'abaisser notre dette, je serais le premier à vouloir la réduire de 500 millions. Mais nous avons malheureusement bien d'autres soucis. Premièrement, le coût de la vie a monté sensiblement et il faut absolument aller au secours du petit contribuable chargé d'obligations. Deuxièmement, il nous faut encourager l'industrie car, dans les circonstances actuelles, c'est encore le Gouvernement qui, dans maints domaines, fournit à nos industries le plus grand stimulant et il faudra qu'un jour ou l'autre il se retire de ces

sphères d'activité. Il est donc important de posséder ce stimulant. Troisièmement, une nouvelle vague de demandes d'augmentation de salaires nous menace, et il convient de veiller sans délai à réduire le coût de la vie pour les gens qui gagnent peu.

J'aimerais citer quelques paroles extraites d'un discours à la radio, prononcé l'autre jour en Angleterre par le très honorable Oliver Stanley, vu qu'elles se rattachent de près au problème que nous traitons. Commentant l'exposé budgétaire anglais, le 7 avril dernier, il a dit ceci :

Nous ne contestons pas la nécessité d'un fort excédent, mais nous différons d'opinion avec le chancelier sur la façon de l'obtenir.

Il avait le choix. Il pouvait obtenir cet excédent en imposant de lourdes dépenses et des impôts encore plus lourds, ou... en réduisant considérablement les dépenses et en abaissant le taux des impôts.

Malheureusement, il a choisi le premier moyen et, ce faisant, il se dispensa d'offrir de fortes réductions d'impôts destinées à encourager les initiatives et à accroître la production, second et meilleur moyen de combattre l'inflation.

Du discours de M. Stanley, je tire une autre citation qui s'applique pertinemment au budget à l'étude :

Qu'on ne s'y méprenne point : quelle que soit la nécessité de pareil budget en ces heures graves, en soi il ne mène à rien. Seul un accroissement de production améliorera véritablement la situation et seuls une plus grande liberté et de plus puissants stimulants favoriseront cet accroissement. Moins de régies et moins d'impôts : voilà ce qu'il nous faut.

A la lumière de ce qui précède, j'ose dire au ministre des Finances qu'il est certaines mesures qu'il peut prendre dès maintenant. Je prétends qu'il faudrait contribuer à l'abaissement du coût de la vie en accordant de plus forts dégrèvements aux petits salariés. Au cas où l'on me demanderait si j'ai quelque chiffre précis en vue, je dirai tout de suite que je n'en ai pas; mais je suis allé aux renseignements et je crois être en mesure d'affirmer qu'on pourrait améliorer considérablement le sort des gens à revenu modique sans qu'il en coûte au Trésor plus du quart de ces 500 millions de dollars, qui représentent, à ce que je comprends, l'excédent probable.

Il est un autre fait que je tiens à souligner, puisque je le crois de la plus grande importance. Même si nous ne nous entendons pas tous pour voir dans l'entreprise privée le moyen de remédier à nos problèmes économiques, tous nous convenons que cette même entreprise ne peut subsister sans la création constante de petits établissements dans un milieu favorable à leur épanouissement. Les tenants de la liberté commerciale et industrielle, qui, autant que quiconque, ont en

[M. Macdonnell (Muskoka-Ontario).]